

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, en hommage à François Mitterrand, à Paris le 26 octobre 2016.

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Je voulais, d'abord, saluer la famille, les proches, tous ceux et toutes celles qui ont accompagné François MITTERRAND pendant des années de combat dans l'opposition, puis de pouvoir, lorsqu'il a accédé aux plus hautes fonctions de l'Etat.

Je voudrais saluer, aussi, tous ces anonymes qui ont toujours cru en François MITTERRAND et qui ont pensé que ce qu'il faisait avait vocation à durer. Je remercie particulièrement Hubert VEDRINE d'avoir organisé cet hommage à un Français d'exception, François MITTERRAND, à l'occasion du centenaire de sa naissance, vingt ans après sa mort & ici, sous la Pyramide du Louvre qui est devenue l'emblème de ce grand musée qu'est le musée du Louvre. J'en salue le Président.

Jamais cet endroit n'aurait existé sans la volonté de François MITTERRAND. Ce président, qui, toute sa vie, a chéri les uvres, les pierres et les symboles.

François MITTERRAND aimait la France. Il l'avait arpentée il la connaissait si bien dans tant de campagnes électorales, dans tant de visites présidentielles. Il avait embrassé le pays tout entier. Il admirait les formes urbaines les plus originales. Il aimait les architectes qui construisaient et il avait de la tendresse pour ces villages de France les plus patinés, les plus protégés.

De nos provinces, dont il était lui-même originaire et l'élu, il connaissait tout : les senteurs, les paysages, les monuments, jusqu'au caractère des femmes et des hommes qui habitaient ces lieux, comme s'il s'inspirait à la fois de leur joie et aussi de leur souffrance, de leur labeur et en même temps de leur espérance.

De la France il savait tout de son histoire, de ses récits glorieux dont il s'inspirait, de ses heures plus sombres. Et il avait ses héros, notamment ceux qu'il avait choisis lorsqu'accédant à la présidence de la République il avait tenu à les célébrer lors de cette visite au Panthéon.

Mais François MITTERRAND, si soucieux de ses racines, regardait aussi au-delà de l'horizon. Il s'appuyait sur l'histoire pour modeler le présent, il se fondait sur le passé pour imaginer le futur, il voyait dans la France un pays singulier. Je n'ai pas dit unique, je dis universel. Un pays doté d'un patrimoine incomparable, d'un héritage national qu'il fallait protéger, mais aussi un pays planétaire qui projette dans le monde entier les idéaux de liberté et de progrès et qui porte un message. Toujours le même depuis des décennies et qui a, encore, vocation aujourd'hui à le délivrer au monde dans l'état où il se trouve.

Que retenir de cette vie exceptionnelle dont on croit tout connaître et dont il reste encore tant à découvrir ? Quelle leçon tirer de ce parcours qui fut longtemps celui d'un opposant irréductible à la Vème République avant qu'il ne lui donne sa légitimité par l'alternance et sa force par la durée ? Quelles sont les traces qu'il a laissées et que l'on voit encore sur un pays qui a cherché sans répit à trouver en François MITTERRAND un homme pour le transformer et le rassembler ?

La marque de François MITTERRAND, s'il fallait en retenir une et une seule, c'est la volonté & une volonté farouche, inébranlable, inépuisable. Persévérance incroyable qui était la sienne, lui qui avait compris dès 1965 que s'opposer au jeu des institutions c'était se condamner à l'opposition. Lui qui s'était battu sans relâche pour l'alternance à une époque où l'idée même d'une majorité de progrès n'ôt un jour accéder au pouvoir paraissait inconcevable. Au point qu'en

qu'une majorité de progrès put un jour accéder au pouvoir paraissait inconcevable, au point qu'en 1981, quand ce résultat fut connu, beaucoup essayèrent une larme et en même temps eurent l'angoisse de savoir s'il y aurait un deuxième jour, tant l'histoire semblait basculer.

François MITTERRAND, un opposant qui n'a jamais cédé au moindre découragement même quand les épreuves semblaient l'avoir écarté à tout jamais de la vie politique. Un homme, François MITTERRAND, qui n'a cessé de rassembler. Rassembler la gauche pour ensuite unir le pays.

Au début des années 70 je me souviens avoir fait le choix de François MITTERRAND précisément pour cette raison, parce que comme beaucoup ici, il me semblait être le seul à pouvoir convaincre l'ensemble de la gauche de se ranger derrière lui. C'est pourquoi il avait décidé de refonder le Parti socialiste. Pendant dix ans il en fût le 1er secrétaire.

De 1971 à 1981, il avait su réunir des courants opposés, des ambitions rivales, des différends idéologiques qui paraissaient insurmontables entre ceux qui voulaient gouverner dans le compromis et ceux qui prônaient la rupture & entre ceux qui voulaient de l'Europe, ceux qui n'en voulaient plus, ceux qui en voulaient une autre. Dans son dernier discours public, le 17 mai 1995, quand quittant l'Élysée il se rendit rue de Solferino, il parlait de ce parti comme d'une force politique et sociale capable d'entraîner la France chaque fois qu'elle en sentira la nécessité pour plus de justice, pour plus de liberté et pour la mise en place d'une certaine idée de la société.

C'est parce qu'il avait voulu constituer une force capable de gouverner que le premier opposant à la Vème République en est devenu le 4ème président. Sa volonté, cette volonté qu'il avait mise à l'épreuve pendant toutes ces années, de 1958 à 1981, à partir du mois de mai, il l'a mise au service de l'État.

Il lui fallait tenir ses promesses. Elles étaient élevées : changer la vie, rien que cela, et moderniser la France car elle en avait besoin et dans tous les domaines.

Je garde à l'esprit ce cri du cur qu'il poussa un peu plus tard, c'était en 1987 à la mairie de Belfort, en disant qu'il voulait présider, donc d'une certaine façon diriger, changer, transformer pour tous. « Nul n'est de trop », scandait-il. « Nul ne doit être éliminé pour aucune raison. Tous doivent être également défendus et donc plus fermement le faible que le fort. C'est vrai des groupes sociaux, des malades, des personnes âgées, des handicapés, des laissés pour compte, des travailleurs immigrés ». Et il ajoutait « il y a de la place pour chacun ».

Encore aujourd'hui cette leçon nous inspire. Ce programme n'a rien perdu de son actualité. Faire de la place pour tous, ne jamais mettre de côté une partie de la Nation et surtout pas les plus fragiles, les plus modestes. Ne jamais laisser la division l'emporter sur la solidarité, surtout face à des épreuves - nous en connaissons aujourd'hui par rapport aux réfugiés -, ne jamais se laisser emporter non plus par l'affrontement, être capable de garder chevillée au corps la conviction que le progrès économique va de pair avec plus de droits, plus de liberté, plus d'égalité. C'est ce que François MITTERRAND a apporté dès son premier mandat.

Plus de dignité avec l'abolition de la peine de mort & plus de liberté avec la suppression de la Cour de sûreté de l'État, des tribunaux militaires & plus d'indépendance - oui d'indépendance - pour les médias avec la libération des ondes et la multiplication des chaînes de télévision & plus de pouvoirs pour les collectivités locales & plus de droits dans les entreprises pour les travailleurs & plus de temps pour les salariés avec les 39 heures, la 5ème semaine de congés payés, la retraite à 60 ans pour ceux qui usés par une vie et des travaux pénibles veulent aspirer enfin au temps libre. Temps libre dont il avait fait même un ministère.

Plus de justice aussi pour les femmes avec la première loi sur l'égalité et le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse par la Sécurité sociale.

Toutes ces réformes, que je viens d'énoncer, ont dessiné la société dans laquelle nous vivons, que beaucoup de nos concitoyens ont hérité sans savoir toujours d'où sont venues ces grandes lois de la République.

Ce mouvement a continué durant le deuxième mandat avec la création du RMI, avec l'introduction de l'impôt de solidarité sur la fortune, celui-là même que l'on voudrait, ici ou là, supprimer.

L'intervention aussi d'un mode de financement, la CSG, pour financer la Sécurité sociale & l'effort sans précédent pour l'Education nationale et pour l'enseignement supérieur. Aucune de ces réformes n'a été facile, toutes ont été contestées à un moment ou un autre et certaines le sont encore aujourd'hui. Alors il faudra les défendre.

Pour François MITTERRAND, la volonté et la persévérance n'étaient utiles qu'au service de choix. C'est ainsi qu'il a composé avec la réalité, pour vaincre l'inflation - elle était de 14/15 % quand il est arrivé aux responsabilités pour lutter contre le chômage - déjà contre le chômage ! - et assumer les restructurations industrielles sans jamais se renier. Parce que pour lui, ce qui importait, c'était de redresser la France, de la rendre plus forte et aussi de prouver que la gauche pouvait gouverner le pays, de le faire avec compétence sans s'aveugler et sans se renier.

Il eut à faire un choix très important, on s'en souvient, en 1983 lorsqu'un certain nombre appelle au protectionnisme ou en tout cas à suspendre la construction européenne notamment sous sa forme monétaire, alors François MITTERRAND, courageusement, décide la rigueur, non pas pour la rigueur, mais pour la France, pour lui garder son ancrage et pour éviter le risque de la fermeture et de l'aventure.

François MITTERRAND savait attendre pour mieux durer. Il mit vingt ans pour amener la gauche au pouvoir et il est devenu le Président de la République qui a dirigé le plus longtemps notre pays, quatorze ans, cela ne se reproduira plus.

Il ne portait jamais de montre, chacun le sait, ce qui était une façon pour lui de refuser toute obligation, toute sujétion. (...) les rythmes, évaluait les contraintes, scrutait les espaces pour mieux surgir dans l'instant qu'il avait lui-même choisi.

S'il semblait parfois à contretemps c'est qu'il avait pris de l'avance et c'est ce qui lui a permis notamment de bâtir l'Europe.

L'engagement européen de François MITTERRAND était le fruit à la fois d'une passion et de la raison. Il rappelait souvent - et cela a été dit ici avant moi - l'émotion qui avait été la sienne comme jeune député en 1948 au congrès de La Haye. Là où Winston CHURCHILL plaidait pour lever les restrictions au commerce, à la circulation de la main-d'uvre - cela n'a rien à voir avec la situation d'aujourd'hui - voulait la convertibilité des monnaies, une Assemblée européenne élue au suffrage universel. MITTERRAND disait & « j'y étais et j'y croyais » et il n'a jamais laissé s'éteindre cette flamme, ce fut la ligne constante de son action.

François MITTERRAND était un patriote et un européen. C'est pour la France qu'il voulait que la construction européenne puisse avancer, c'est pour que la France soit grande qu'il voulait que l'Europe puisse être unie. Il y eut des symboles, il y eut des actes, on les a en mémoire, la poignée de mains avec le chancelier Helmut KOHL à Douaumont en 1984. Le geste disait beaucoup, de sa conviction d'abord que le couple franco-allemand devait être le moteur de l'Union européenne. Mais disait également sa confiance, déjà à l'époque, dans une possible réunification de l'Allemagne, dont François MITTERRAND avait dit, devant le Bundestag, qu'elle était un droit pour le peuple allemand et qu'elle renforcerait l'Europe.

Il y a eu au début de son premier mandat, en 1984, une grave crise européenne. Il y a eu un Conseil européen à Fontainebleau le 26 juin 1984. A cette époque, l'Union européenne, ce que l'on appelait le Marché commun, était bloqué par l'Angleterre et par Madame THATCHER, qui attendait le chèque, le juste retour. Il y avait urgence et François MITTERRAND a su à ce moment-là avec ses partenaires, désembourber l'Europe et ce fut ensuite des avancées exceptionnelles : l'élargissement au Sud, le grand marché, l'acte unique donc l'engagement envers la monnaie unique, le Traité de Maastricht qu'il soumit aux Français par référendum. François MITTERRAND, en 1992, avait jeté ses dernières forces dans cette grande bataille. Il était amoindri par la maladie, mais sublimé par elle, pour dire aux Français qu'ils devaient faire ce choix. Ils l'ont suivi, de peu. Aujourd'hui, il y a la monnaie unique dont nous avons encore à faire en sorte qu'elle puisse être un instrument de croissance.

J'en tire une conclusion, alors que l'enjeu européen vacille au sein des peuples, que les populismes montent, que le Royaume-Uni s'apprête à sortir de l'Union, il nous faut écouter le message de François MITTERRAND qui disait : Restons fidèles à nous-mêmes, relions le passé et

le futur et nous pourrions passer l'esprit en paix, le témoin à ceux qui vont nous suivre.

C'est cette responsabilité qui nous échoit aujourd'hui. Que faire de l'Europe ? Elle connaît une crise qui est bien plus grave que celle que François MITTERRAND a pu rencontrer au début des années 80 ou ensuite avec la question de la réunification. Parce que là, il ne s'agit plus d'éviter la paralysie, il s'agit de refonder le projet européen lui-même, de voir ce que nous pouvons faire ensemble sur l'essentiel, en évitant peut-être les accessoires.

Nous sommes face à des dangers bien plus grands encore : la montée des populismes, les menaces du terrorisme, les guerres à nos frontières, la tentation de revenir aux frontières intérieures, à l'intérieur même de l'Europe et aux doutes des peuples, exploités d'ailleurs par les extrémismes.

Alors, qu'avons-nous à faire ? Rester immobile ? Attendre que cela passe ? L'Europe se disloquera. Ou au contraire, donner une impulsion ? L'Europe ne va plus de soi, elle a besoin de la volonté, la volonté toujours de ses dirigeants. Mais elle a besoin surtout que l'on croit en elle. Elle a besoin, comme le disait François MITTERRAND, que les peuples s'en mêlent, sinon, c'est l'Europe qui ne pourra plus avancer.

C'est toujours au nom de cette volonté que nous devons bâtir l'Europe, continuer ce projet mais le repenser par rapport aux enjeux : la défense, la sécurité, la protection des frontières - l'essentiel - et la croissance, l'emploi, ce qui justifie que les peuples puissent s'engager et enfin, la jeunesse, la culture, l'éducation. Qu'est-ce qu'un espace européen s'il n'est pas un espace de culture, de partage, de mobilité, de confiance dans son destin ?

C'est au nom de cette volonté que François MITTERRAND a porté la parole de la France dans le monde, tout au long des années où il a exercé la fonction de Président de la République. Il parlait et agissait au nom d'un pays ouvert, d'une nation fière de son indépendance, respectée pour ses forces armées, qu'il n'avait d'ailleurs pas hésité à utiliser dans certaines circonstances. Il voulait que la France soit écoutée, qu'elle défende ses intérêts, qu'elle reste influente, tout en défendant aussi ses idéaux.

Le jour de son investiture en 1981, il avait déclaré que la France aurait à dire avec force qu'il ne saurait y avoir de communauté internationale, tant que les deux tiers de la planète continueront d'échanger leurs hommes et leurs biens contre la faim et le mépris. Est-ce que nous avons à ce point changé ? Est-ce que nous devons, là encore, prendre conscience que si nous ne faisons pas une politique de développement, que si nous n'accompagnons pas les pays qui sont supposés être les plus pauvres vers un nouveau modèle, alors la conséquence c'est la circulation des hommes, des femmes, des enfants, là où ils voudront aller, vers les zones de prospérité ?

Il était la France quand au Mexique, le 20 octobre 1981, il avait adressé « un salut aux travailleurs sans droit, aux paysans sans terre, aux résistants sans arme, qui veulent vivre libres », il avait ajouté qu'il y avait la nécessité de reconnaître un droit qui est celui de non-assistance à peuple en danger. Nous devons, là encore, méditer cette phrase. Nous avons ce devoir de solidarité à l'égard des peuples qui sont menacés, menacés par le terrorisme, menacés par l'intolérance, menacés par les guerres. Nous devons être profondément inspirés par ce devoir international.

Il était la France, François MITTERRAND, lors de la crise des euromissiles, quand il avait constaté que le pacifisme était à l'Ouest et les euromissiles à l'Est.

Il était la France quand devant le Bundestag, en janvier 1983, il avait appelé à l'équilibre des forces. Tout cela paraît lointain, en même temps, c'était l'enjeu et c'est ce qui a sans doute permis aussi la réunification plus tard de l'Europe. Il a été dit que François MITTERRAND avait mis du temps avant de l'accepter. Non. Il savait je vous l'ai rappelé qu'elle était inéluctable. Ce qu'il voulait, c'est qu'elle puisse se passer sans abandonner ce qui avait été fait pour l'Europe et sans créer une instabilité et une insécurité, une remise en cause des frontières, dont il savait les dangers qu'une telle désorganisation aurait pu provoquer.

François MITTERRAND était la France quand devant la Knesset, en 1982, adressant un message d'amitié à Israël, il avait affirmé son droit d'exister dans la sécurité et il fut le premier dirigeant occidental à évoquer la possibilité d'un Etat palestinien. La France, encore aujourd'hui, est à l'initiative pour une conférence pour la paix au Proche-Orient.

l'initiative pour une conférence pour la paix au Proche-Orient.

Il était la France, quand il a pris ses responsabilités dans la première guerre du Golfe, en plein respect des résolutions du Conseil de sécurité et quand il a engagé les armées françaises pour mettre un terme à l'occupation du Koweït, mais en refusant d'aller jusqu'à Bagdad, pour ne pas déstabiliser un pays, ce que la seconde guerre du Golfe a provoqué, avec les conséquences que l'on sait aujourd'hui et qui nous amènent maintenant, nous, la France, à être dans une coalition pour lutter contre Daech en Irak, après que ce pays ait été entièrement déstabilisé.

Il était la France, quand il fut le premier chef d'Etat occidental invité par Nelson MANDELA en Afrique du Sud et il avait fait beaucoup pour permettre à Nelson MANDELA de retrouver la liberté.

Il était la France, quand il s'est rendu, le 27 juin 1992, à Sarajevo, pour briser le siège et donner espoir à une population martyre.

Il était aussi le monde, quand il engagea la France dans la préparation de la Conférence de Rio en 1992. La destinée aussi des uns des autres fait que nous sommes ici à Paris, là où a été conclu l'Accord sur le climat, alors même que François MITTERRAND en avait lancé les premiers effets, les premiers fils, pour que nous puissions aboutir à ce résultat.

François MITTERRAND ne détachait pas la politique étrangère de la politique culturelle et de la promotion de la Francophonie. Sa volonté fut de faire briller la France partout. Partout, c'est-à-dire par ses valeurs, par sa culture, par sa langue. C'est pourquoi il était si attaché à la Francophonie. Sa volonté fut de permettre que cette langue qu'il maniait avec tant de talent, puisse être un lien entre les pays du monde. Mais c'est pourquoi il défendait avec acharnement la création, l'exception culturelle dans les négociations internationales. Ce que nous faisons aussi aujourd'hui.

Parmi ses grands chantiers, il y a la culture dont on sait aujourd'hui, ici, au Louvre, ce qu'il nous laisse comme héritage, mais aussi l'Opéra Bastille, la Bibliothèque nationale de France, l'Institut du monde arabe et tant d'autres. Parce que, pour lui, la culture, ce n'était pas simplement des architectures, des institutions, des équipements. C'était aussi un dessein mobilisateur des énergies et des talents, indissociables du progrès social et humain.

François MITTERRAND a reçu bien des hommages lors de sa disparition. L'un des plus sincères fut, sans doute, celui Jacques CHIRAC parce qu'il s'était exprimé à la fois comme son dernier opposant et comme son premier successeur. Mais au-delà de ces hommages qui, aujourd'hui, paraissent d'évidence, faut-il rappeler ce que, de son vivant, François MITTERRAND a pu subir de critiques, de contestations, d'outrages, d'outrances, parce qu'il était François MITTERRAND, qu'il avait combattu et qu'il était un opposant qui avait été lui-même suffisamment irréductible pour ne pas se faire des amis dans des familles politiques qu'il avait lui-même affrontées. Sans doute parce qu'il avait le sens des formules et qu'il lui était arrivé de blesser. Sans doute, aussi, parce qu'il savait ce qu'était la politique, ses enjeux, le pouvoir, ses combats, ses luttes, y compris dans sa propre famille politique. Il savait tout cela.

Mais il était attaqué parce qu'il était la gauche, parce qu'il avait cette prétention de gouverner, et, en plus, de présider la France. Il était attaqué parce qu'il avait fait des choix, que ces choix étaient pour le pays tout entier. De ce point de vue, de « la Force tranquille » à « la France unie », il avait toujours voulu préserver ce qui faisait la force de notre pays, c'est-à-dire son unité. Mais il était la gauche. Une gauche qui prétendait non seulement accéder au pouvoir, mais y rester et qui, en plus, était capable de faire des réformes qui finissaient par être acceptées par l'ensemble du pays. C'est une grande leçon. Parfois, il y a des combats très durs, au plan parlementaire et au plan politique : comment faire accepter une réforme, des contestations, des manifestations ? Ensuite ce qu'il en reste, c'est l'essentiel : c'est la durée.

Dans chaque phase de l'action gouvernementale, dans chaque mandat, ce qui va compter, c'est ce qui va rester. Faut-il encore qu'il y ait aussi une volonté, toujours la volonté de préserver ce qui a été acquis. Parce que rien n'est acquis, tout peut se défaire. Et parfois, non pas simplement par le jeu des alternances pour abroger ce que les précédents ont fait. Non, pour quelquefois revenir à plus loin et écartier ce que l'Histoire a pu bâtir.

Oui, il fut attaqué par la droite parce qu'il était de gauche et par une partie de la gauche, parce

qu'il ne l'était pas assez, par le centre parce qu'il n'en était pas. Mais il a été aussi attaqué par beaucoup qui s'étaient opposés à lui et ça faisait du monde ! sur toute une vie.

Mais il n'avait jamais rien cédé, ni sur ses convictions profondes, ni sur sa liberté. Sa liberté, c'était aussi une leçon de vie, une façon d'écrire son destin, et en même temps d'assurer la destinée de son pays. A la gauche, à toute la gauche, il laisse un testament décisif : se rassembler pour gouverner, et gouverner pour réformer et changer le pays. Parce qu'à la fin des fins, notre responsabilité est de faire avancer le pays, de lui donner son horizon, de lui montrer que le progrès est encore possible et que nous pouvons améliorer le sort, non seulement de ceux qui vivent et de celles qui vivent ici, mais également l'avenir de l'Europe et le monde tout entier. Parce que nous sommes la France. Et justement, à la France, François MITTERRAND rappelle que sa force tient en elle-même, qu'elle a le pouvoir de se dépasser, de s'élever au-dessus de ses divisions, dès lors qu'elle ne renonce jamais à ses principes et qu'elle n'a rien à craindre de l'Europe, dès lors qu'elle en assure une part de la direction, dès lors qu'elle en donne le sens, dès lors que la France continue à transmettre son message au monde.

Vingt ans après la mort de François MITTERRAND, un siècle après sa naissance, voilà la trace, voilà le message, voilà la leçon. Il dit à la France que la volonté oui, la volonté est la condition de son salut et que si la France est armée de cette volonté, ce salut est certain.

Merci.